



2014

ASSEMBLÉES ANNUELLES
Fonds monétaire international
Groupe de la Banque mondiale
Washington

10 octobre 2014

Allocution de M^{me} **CHRISTINE LAGARDE**,
Présidente du Conseil d'administration et Directrice générale
du Fonds monétaire international,
devant le Conseil des gouverneurs du FMI,
réuni en séance plénière annuelle

Les 70 ans du FMI : les bons choix — hier, aujourd'hui et demain

Par Christine Lagarde
Directrice générale du Fonds monétaire international
Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale
Washington, le 10 octobre 2014

Introduction

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames, Messieurs,

Au nom du FMI, j'ai le plaisir de vous souhaiter chaleureusement la bienvenue à cette Assemblée annuelle. Et à l'occasion de nos 70 ans d'existence, je vous souhaite, ainsi qu'à nos 188 pays membres, un très heureux anniversaire!

Permettez-moi de saluer mon bon ami le Président Jim Kim et ses collègues qui font du si bon travail à la Banque mondiale. Bon anniversaire à vous aussi!

Nous avons aujourd'hui l'occasion de réfléchir au chemin que nous avons parcouru ensemble au long de ces 70 années. Mais surtout, c'est l'occasion de regarder vers l'avenir. Les choix que nous ferons aujourd'hui dessineront notre avenir.

Alors, permettez-moi de commencer par une petite histoire :

Dans l'ouvrage qui a fait la réputation de Lewis Carroll, *Alice au pays des merveilles*, il y a une scène où la jeune Alice se trouve à la croisée de plusieurs chemins et y rencontre le Chat du Cheshire. Alice lui demande quelle est la voie à suivre :

« Cela dépend beaucoup de l'endroit où vous voulez vous rendre », lui répond le chat.

« Où, ça m'est bien égal », répond Alice.

« Dans ce cas, peu importe le chemin que vous suivrez », déclare le chat du Cheshire.

Pourquoi cette citation? Pour une simple raison : à ce moment critique, à la croisée des chemins, nos choix sont lourds de conséquences.

La voie que nous allons suivre *a de l'importance*.

Les carrefours de l'Histoire

Il y a presque cent ans exactement, le monde s'est engagé dans la mauvaise voie. On vivait alors une ère de grandes avancées technologiques, d'optimisme et d'ouverture. Et pourtant, au lieu d'exploiter ces merveilles technologiques pour améliorer le sort de l'humanité, on s'en est servi pour fabriquer des armes de destruction massive.

Les portes de la coopération étaient closes à triple tour.

Ayant pris la mauvaise voie, le monde a été plongé dans trois décennies de carnage, de chaos et de calamité. Puis, quelque chose a changé.

Il y a soixante-dix ans, en 1944, le monde s'est trouvé à un autre carrefour de l'Histoire. Mais cette fois, il a choisi la bonne voie. Ce fut l'aube du multilatéralisme, qui vit naître des institutions telles que le Fonds et la Banque, vouées à la coopération internationale.

John Maynard Keynes s'émerveillait alors de «cette chose énorme à laquelle nous donnons naissance ».

Ce choix a porté ses fruits au fil des décennies — prospérité en hausse, stabilité croissante et recul de la pauvreté. Le FMI a joué un rôle essentiel : il a bataillé contre une crise après une autre, aidé les pays à faible revenu et en transition à prendre pied au sein de l'économie mondiale et contribué à développer les capacités, la force et la résilience de l'ensemble de nos pays membres.

Aujourd'hui, le FMI continue à œuvrer sur le terrain, vigoureusement et sagement. Depuis 2008, nous avons engagé près de 700 milliards de dollars au service des pays dans le besoin, assuré des formations à tous nos pays membres et fourni de l'assistance technique à 90 % d'entre eux. Rien qu'au cours des derniers mois, nous avons apporté une aide financière à l'Ukraine, aux pays arabes en transition et aux nations africaines touchées par le virus Ebola.

Soixante-dix ans après la conférence de Bretton Woods, la communauté internationale se trouve de nouveau à la croisée des chemins. Les modes de coopération éprouvés sont, semble-t-il, devenus inopérants. L'efficacité de la machine économique mondiale elle-même est de plus en plus remise en question.

Peut-elle produire les emplois, les revenus et l'amélioration du niveau de vie dont le monde a besoin?

Voici les **trois choix cruciaux** qui s'imposent :

- Premièrement : **accélération ou stagnation**? Comment créer la croissance et les emplois dont nous avons besoin pour promouvoir la prospérité et assurer l'harmonie sociale?
- Deuxièmement : **stabilité ou fragilité**? Comment faire de ce monde interconnecté un espace plus inclusif et plus sûr où nous pourrions tous nous épanouir?
- Troisièmement : **solidarité ou repli sur soi**? Comment renforcer la coopération et le multilatéralisme, au lieu de l'isolationnisme et de l'insularité?

De ces choix dépend notre avenir.

1. Accélération ou stagnation

Commençons par l'alternative la plus élémentaire : accélération ou stagnation. Les perspectives de croissance et d'emploi. En y regardant bien, nous savons tous qu'il y a d'énormes obstacles à surmonter.

Songez à l'évolution démographique sans précédent, à l'heure où la population active des nations les plus dynamiques du monde — pays avancés comme pays émergents — entre dans le crépuscule de sa vie. Dans moins de dix ans, le nombre des plus de 65 ans dépassera celui des moins de 5 ans, pour la première fois dans l'histoire.

Songez à la montée ahurissante des inégalités — 7 personnes sur 10 dans le monde vivent aujourd'hui dans des pays où les inégalités se sont creusées au cours des trente dernières années. Et pourtant, nous savons que l'excès d'inégalité sape la croissance, empêche l'inclusion et mine la confiance et le capital social.

De nouveau, nous vivons dans une ère d'innovations spectaculaires, avec tout le potentiel qu'elles renferment. Mais la révolution numérique ne crée pas beaucoup d'emplois et pourrait contribuer à accentuer les inégalités.

Si nous n'y prenons pas garde, les spectres du 19^{ème} siècle vont hanter le 21^{ème}.

Songez aussi au carnage écologique qui va de pair avec le réchauffement rapide de notre planète. Nous sommes tous conscients des dures réalités — les 12 années les plus chaudes que le monde ait connues ont été répertoriées durant les 17 dernières années. L'incidence de désastres liés au climat a été multipliée par trois depuis les années 1960. D'ici 2030, près de la moitié de la population mondiale vivra dans des zones en situation de fort stress hydrique ou de pénurie d'eau.

Mais les menaces qui pèsent sur la croissance ne viennent pas seulement du futur, mais aussi du passé.

Que faut-il entendre par là? Simplement qu'il faut très longtemps à l'économie mondiale pour sortir du trou où l'a plongée la Grande Récession. Nous nous attendons à une croissance de 3,3 % seulement cette année, et encore inférieure à 4 % l'an prochain.

Plus préoccupant encore, nous sommes englués dans une douloureuse crise de l'emploi. Aujourd'hui, il y a 200 millions de personnes dans le monde qui cherchent un emploi. Si les chômeurs formaient leur propre pays, ce serait la cinquième plus grande nation du monde. Dans certaines régions — du Sud de l'Europe et d'Afrique du Nord — le chômage des jeunes est désormais un problème social chronique, qui engendre le désenchantement général et la rupture sociale.

Comme l'a écrit Dostoïevski, «privés d'un emploi valorisant, les hommes et les femmes perdent leur raison de vivre».

Nous risquons en somme de rester bloqués dans une «nouvelle médiocrité», faite de croissance lente et de création d'emplois chétive. Pour en sortir, nous avons besoin d'un «nouvel élan» de l'action publique.

Du côté de la demande, la politique monétaire doit assurément continuer à soutenir la reprise — en prenant garde aux retombées et contrechocs éventuels. La politique budgétaire doit être adaptée à la situation de chaque pays — et il ne faut pas reperdre le terrain gagné ces dernières années. Dans le même temps, la politique budgétaire doit autant que possible être propice à la croissance et à l'emploi.

Du côté de l'offre, il faut agir sur plusieurs fronts. Ouvrir à la concurrence les confortables monopoles dans le secteur des services. Doper les investissements dans les infrastructures. Améliorer les possibilités d'éducation, l'inclusion financière et le climat des affaires — surtout dans beaucoup de pays émergents et de pays à faible revenu. Employer les instruments fiscaux — tels que la taxe carbone — à la fois pour que l'énergie soit utilisée plus efficacement et pour encourager les citoyens à faire des choix écologiques.

Il n'y a là rien de nouveau, mais par le passé, l'action a souvent été insuffisante. Cette fois-ci, l'enjeu est réel. Nous devons viser plus haut, travailler plus dur et mieux collaborer pour accélérer la croissance.

Il nous faut aussi rendre le marché du travail plus inclusif. Cela nécessite des politiques actives et des programmes de formation pour aider les jeunes. Cela nécessite aussi une

politique familiale mieux adaptée, des services abordables de garde d'enfants et des systèmes d'horaires flexibles pour amener plus de femmes à entrer dans la vie active.

Souvenons-nous qu'il y a environ 865 millions de femmes dans le monde qui sont freinées. Et nous savons pourtant qu'en donnant aux femmes la possibilité de travailler, sur un pied d'égalité avec les hommes, on peut changer la donne économique.

Le FMI est prêt à aider les pays membres qui optent pour ce plan d'action — en donnant à chacun des avis spécifiques sur les réformes nécessaires afin de promouvoir une croissance plus durable, génératrice d'emplois et solidaire. Nous sommes là pour cela.

2. Stabilité ou fragilité

Et que dire de la deuxième grande alternative : stabilité ou fragilité? Les menaces présentes et futures qui pèsent sur la croissance mettent également en péril la stabilité financière.

Si l'économie réelle est trop embourbée dans son marasme, le secteur financier, pour sa part, vole trop près du soleil. En d'autres termes, il n'y a pas assez de *prise de risques économiques* et trop de *prise de risques financiers*.

Je le répète, il faut que la politique monétaire reste accommodante, pour produire la croissance dont nous avons besoin. Mais un des effets secondaires est le danger, une fois encore, d'une explosion des comportements à risque.

Les signaux d'alerte ne manquent pas, mais les risques sont particulièrement élevés dans le secteur non bancaire. Pour ne prendre qu'un exemple, les fonds communs de placement représentent aujourd'hui 27 % de la dette mondiale à haut rendement, soit deux fois plus qu'en 2007. Et, parallèlement, les risques sont plus concentrés — les dix plus grosses sociétés de gestion d'actifs contrôlent un trésor de guerre faramineux : 19.000 milliards de dollars. C'est plus que la valeur de la plus grande économie mondiale, celle des États-Unis.

L'histoire nous enseigne que plus l'envolée est forte, plus dure est la chute. Un brusque revirement pourrait aisément se propager en cascade dans le monde entier.

Cela s'explique par une tendance à long terme qui affecte la stabilité financière : l'interconnexion croissante de l'économie mondiale. Comme vous le savez, les flux financiers peuvent filer à travers le monde à la vitesse de la lumière.

Le degré d'intégration financière a été multiplié par dix depuis la création du FMI. Au cours des deux décennies qui ont précédé la crise, le montant des crédits bancaires internationaux — en pourcentage du PIB mondial — a augmenté de 250 %.

Cette interconnexion a de gros avantages : elle permet à un plus grand nombre de gens d'utiliser les réseaux financiers mondiaux. Mais l'envers de la médaille est que les risques de crises financières augmentent et qu'elles sont plus violentes quand elles éclatent. Celle de 2008 nous l'a brutalement rappelé.

Au bout du compte, nous devons séparer le bon grain de l'ivraie. Il faut agir, et non rester les bras croisés.

Comme l'a dit Tagore : «On ne traverse pas l'océan en se contentant de contempler les flots».

Cela signifie que nous devons utiliser les outils et les politiques qui conviennent. Si les marchés financiers donnent plus de fil à retordre, il faut prendre des mesures plus draconiennes, et les organes de réglementation et de contrôle doivent être mieux armés. Cela revient à dire que nous devons parachever la réforme du secteur financier, et que nous devons continuer de faire évoluer la réglementation, car les esprits financiers sont créatifs pour en dénicher les failles.

Nous avons fait de grands progrès, surtout sur le plan de la réglementation bancaire. Mais nous n'avons pas résolu le problème du «trop grand pour faire faillite». Il nous faut réglementer plus efficacement les établissements non bancaires, contrôler plus strictement la banque parallèle et accroître la sécurité et la transparence des produits dérivés. Il nous faut renforcer les garde-fous macroprudentiels.

Et disons-le franchement, il nous faut changer la culture et les comportements. Il faut que nous abandonnions la mentalité à courte vue qui a mené à la crise — la tendance à privilégier le profit au détriment de la prudence, l'intérêt personnel au détriment du service, les excès au détriment de la morale.

Il est clair que le FMI a un rôle à tenir dans ce nouvel univers interconnecté.

Dans un monde où les flux de capitaux sont gigantesques, il faut établir un vaste filet de sécurité mondial. Les accords régionaux — y compris la nouvelle banque dont se sont dotés les BRICS — ont certes un rôle important à jouer. Mais le FMI, qui est la seule institution mondiale véritablement garante de la stabilité financière, a besoin de disposer d'instruments et de ressources adéquats.

C'est une leçon qui a été apprise et réapprise plusieurs fois au cours des 70 dernières années : une économie mondiale forte a besoin d'un FMI fort.

3. Solidarité ou repli sur soi

J'en viens maintenant au troisième grand choix qui s'impose à nous : solidarité ou égoïsme? Allons-nous porter haut l'étendard de la coopération ou sombrer dans le provincialisme?

Vous connaissez tous la réponse. Vous savez que le terrain le plus fertile est celui que nous cultivons en commun; que la meilleure forme d'aide est l'entraide, que le savoir le plus précieux est le savoir partagé. C'est pour cela que nous sommes ici aujourd'hui.

C'est pour cela que vous êtes membres du FMI!

Mais vous n'ignorez pas que l'économie mondiale est entrée dans une phase de transformation radicale. Il y a cinquante ans, les pays émergents et en développement comptaient pour environ un quart du PIB mondial. Aujourd'hui, c'est la moitié, et leur poids augmente rapidement. Pendant la crise mondiale, ce sont les pays émergents qui ont le plus contribué à la croissance mondiale.

Cette diffusion du pouvoir ne se limite pas aux États-nations. Grâce à la technologie, nous voyons aussi se développer rapidement un ensemble plus varié d'acteurs mondiaux : ONG, grandes villes et même citoyens activistes. À la faveur des réseaux sociaux, ils ont prouvé leur aptitude à infléchir les politiques gouvernementales.

Cette nouvelle réalité appelle un changement d'attitude, mais pas de philosophie. Elle nous appelle à revoir, adapter et approfondir nos modes de coopération internationale. Elle nous appelle à user des merveilles de la technologie pour améliorer le sort de l'humanité. Elle appelle ce que j'ai appelé un «nouveau multilatéralisme».

Comme l'a dit Maya Angelou : «faire revivre le rêve».

Qu'est-ce que cela signifie en pratique? D'abord, une réaffirmation des valeurs du libre-échange et de l'investissement. Le refus du protectionnisme. La poursuite du bien commun, par delà les intérêts individuels.

Il est essentiel de progresser dans trois domaines :

- Premièrement, dans le secteur financier : il faut coopérer pour s'accorder sur un système de règlement transfrontalier des faillites des mégabancues.

- Deuxièmement, nous savons que la concurrence fiscale pénalise en particulier les pays à faible revenu qui cherchent à mobiliser les recettes dont ils ont grand besoin. La communauté internationale doit faire davantage pour qu'il soit plus difficile de transférer une résidence fiscale d'un pays à un autre dans le seul but d'accroître leurs profits.
- Troisièmement, les déséquilibres externes : nous savons que derrière chaque déficit courant se cache un excédent courant. De part et d'autre, il incombe aux pays d'assumer leurs responsabilités et d'œuvrer pour l'équilibre et la stabilité.

Un nouvel élan de solidarité est aussi nécessaire pour inverser le cours du changement climatique. L'année 2015 s'annonce cruciale. Si nous manquons cette occasion, nous manquerons à nos engagements envers les citoyens les plus pauvres du monde, les générations futures et notre planète.

Alors nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer. Il faut que le nouveau multilatéralisme l'emporte. Et le FMI a un rôle de premier plan à jouer.

Jour après jour — et souvent la nuit aussi —, nos admirables services et administrateurs travaillent dur pour vous. Ils constituent une équipe bourrée de talent, dévouée à la cause du service public international, qui œuvre avec ardeur pour un monde meilleur. Je leur voue la plus grande fierté — à eux et à tous ceux qui ont si bien servi le FMI depuis 70 ans. Je sais que vous en êtes fiers, vous aussi.

Permettez-moi ici de rendre un hommage tout particulier à un des membres de notre famille qui nous était cher, Wabel Abdallah. Wabel était notre représentant résident en Afghanistan, et il a été brutalement tué lors d'une attaque terroriste à Kaboul il y a quelques mois. Il représentait le FMI à la perfection. Wabel avait dédié sa vie à aider ses semblables en Afghanistan et il a péri dans l'exercice de ses fonctions. Il nous manque énormément et nous le regrettons profondément. Comme on dit en arabe, «lel fakeed al rahma» — paix aux disparus.

Au FMI, nous avons pleuré ensemble la perte de Wabel. Nous lui faisons honneur chaque jour en renouvelant notre engagement au service de la coopération mondiale, notamment par notre présence aux côtés des pays à risque, où il est plus important que jamais de chercher à mettre en place des institutions solides afin que les populations puissent un jour contempler un avenir meilleur et plus stable.

Nous continuerons à nous adapter aux nouvelles réalités du terrain. Et nous devons nous efforcer de refléter encore mieux la dynamique de l'évolution de nos pays membres.

C'est pourquoi il est si crucial de parachever les réformes de la gouvernance approuvées en 2010. Nos pays membres savent ce qu'il faut faire.

Il faut faire les bons choix.

Conclusion : nos choix

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, permettez-moi de conclure :

À cette croisée des chemins cruciale, préférons l'accélération à la stagnation, la stabilité à la fragilité, la solidarité au repli sur soi.

Suivons la voie choisie en 1944, pas celle de 1914.

J'ai cité en introduction une histoire pour enfants à succès et je conclurai en en citant une autre, *Harry Potter*, de J.K. Rowling, dont le protagoniste reçoit ce précieux conseil : «Ce sont nos choix, Harry, qui montrent notre vraie valeur, bien plus que nos talents».

Nos choix.

Je vous remercie de votre attention.